

Les subsides

avec eux s'il y a moyen de penser à réaliser ces dites aspirations après y avoir réfléchi et après avoir évalué les conséquences. Ce n'est plus le temps de se lancer dans des dépenses somptuaires pour se ramasser avec un déficit de \$226 milliards accumulés, c'est ce que nous avons sur les bras actuellement. On ne peut nous demander, monsieur le Président, je pense que c'est important, de lancer des programmes à tort et à travers. On est obligé d'agir en bon administrateur. C'est ce pourquoi les gens nous ont élus le 4 septembre dernier. Ils ont jugé sévèrement le gouvernement qui nous a précédé, ils nous ont dit: On vous fait confiance, allez remettre de l'ordre dans la baraque, et c'est ce que nous faisons depuis le mois de septembre, monsieur le Président, nous mettons de l'ordre dans la baraque. Ce n'est pas facile, cela va prendre un certain temps. Nous avons besoin de la confiance de la population, nous avons besoin également de la bonne foi de tous les partis, y compris l'Opposition officielle et le Nouveau parti démocratique. Je pense que, étant donné les circonstances, monsieur le Président, nous sommes en mesure actuellement, déjà après huit mois, d'avoir un tableau intéressant à présenter à la population pour démontrer avec quel sérieux nous avons abordé les problèmes financiers du gouvernement.

M. le Président: Questions ou commentaires. Débat. L'honorable député de Kamloops-Shuswap a la parole.

• (1730)

[Traduction]

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion d'appuyer le principe de la motion. J'ai écouté attentivement les députés qui ont pris la parole aujourd'hui. Je pense qu'il est juste de dire que les libéraux ont fait certaines bonnes choses pour l'agriculture à l'époque où ils étaient au pouvoir, bien que je n'aie pas réussi à trouver de nombreux exemples de leurs réalisations.

M. Nickerson: Donnez-en un.

M. Riis: Quand on gouverne pendant 40 ans, on fait sûrement quelque chose de valable à un moment donné. Je ne suis pas en mesure de donner un exemple précis, mais il y a eu certains programmes limités d'aide à l'agriculture.

Je commencerai mes observations en parlant de ce qui s'est produit dans ma circonscription depuis trois semaines. Je représente une circonscription où l'agriculture joue un rôle essentiel. On y trouve en effet 1,200 agriculteurs à plein temps et un certain nombre d'agriculteurs à temps partiel.

Je remarque que le ministre du Revenu national (M. Beatty) se trouve à la Chambre. A ce propos, nous attendons encore des précisions sur les règles fiscales qui s'appliquent aux agriculteurs à temps partiel. Ces précisions nous ont été promises avant les élections, pendant la campagne électorale et après les élections. Huit mois se sont écoulés. Je tiens simplement à faire ce petit rappel au ministre dans l'espoir qu'on nous donne bientôt des précisions sur l'application des règles fiscales dans ce domaine.

Il y a trois semaines, j'ai parlé à un éleveur de moutons de ma circonscription. Il possède une grande ferme d'élevage de moutons qui appartient à sa famille depuis trois générations. Son grand-père s'était installé dans la région et y avait commencé l'élevage du mouton sur une grande échelle. Lui-même a pris la succession de son père à la tête de l'exploitation, et je crois que son fils espère reprendre l'exploitation familiale. Je

dis cela pour bien montrer qu'il s'agit d'une exploitation existant depuis trois générations et non pas d'une ferme d'élevage toute nouvelle.

Cet éleveur de moutons affolé m'a expliqué que les coûts de production de son élevage étaient nettement supérieurs au prix auquel il pouvait vendre ses moutons. Bref, il me racontait qu'il n'est plus rentable d'élever des moutons dans le cadre de la Colombie-Britannique, quelle que soit la taille de l'exploitation. Il employait pourtant les méthodes les plus modernes et des techniques de gestion perfectionnées. D'après lui, une ferme d'élevage vieille de trois générations risquait de disparaître si le gouvernement fédéral ne lui venait pas en aide. Il m'a demandé si je croyais que le gouvernement fédéral allait l'aider en mettant en œuvre des mesures destinées à secourir réellement le secteur agricole. Comme je suis toujours honnête avec mes électeurs, j'ai dû lui répondre par la négative. J'espère bien sûr que le gouvernement fédéral le fera, mais, honnêtement, d'après les renseignements dont je disposais, j'étais bien obligé de lui dire que c'était peu probable. Ma réponse n'était évidemment pas encourageante pour cet homme.

La même semaine, j'ai parlé ensuite à une quarantaine d'éleveurs de bovins de ma circonscription. Eux aussi m'ont dit que leurs coûts de production étaient supérieurs au prix de vente des bestiaux et qu'ils ne pourraient plus tenir bien longtemps. D'après eux, il est impossible de continuer à exploiter un élevage de bovins dans l'ouest du Canada, même en utilisant les appareils les plus modernes et des techniques de gestion perfectionnées. Ces gens sont des producteurs alimentaires très compétents qui ne peuvent simplement pas survivre sans une aide du gouvernement.

Ils m'ont dit qu'ils avaient entendu parler d'un projet de stabilisation de la viande rouge et m'ont demandé si une telle mesure réglerait le problème. J'ai répondu que non, parce que si une telle loi était votée, les producteurs de bœuf obtiendraient en moyenne des prix dont je viens de dire qu'ils sont trop faibles pour couvrir leurs frais.

En attendant que le gouvernement admette l'importance de l'exploitation familiale et que ces gens-là obtiennent un juste prix par rapport à leurs frais d'exploitation, l'exploitation familiale restera en difficultés. Elle finira par être remplacée par des sociétés et des entreprises agro-alimentaires. Un mode de production alimentaire très efficace disparaîtra du paysage agricole canadien.

J'ai rencontré un autre électeur de ma circonscription qui, avec quelques autres, veut mettre sur pied un élevage de lapins qu'ils abattraient et vendraient eux-mêmes. Il m'a demandé s'il pourrait se prévaloir d'une aide fédérale et je lui ai dit que le ministère de l'Expansion industrielle régionale pourrait l'aider. Il m'a répondu que ce ministère ne s'intéressait pas à ce genre d'entreprise. Ce type de production alimentaire ne leur inspirait pas confiance et c'est pourquoi ils refusaient de prêter leur concours. Les gens de ma circonscription commencent à comprendre les messages qui leur parviennent du gouvernement fédéral.

D'autres personnes veulent s'adonner à la culture de la pomme de terre. Elles ont demandé au gouvernement fédéral de leur fournir de l'argent pour bâtir des entrepôts. Elles demandaient simplement des capitaux de départ puisqu'elles étaient prêtes à rembourser. Cependant, s'étant adressées à différents ministères, on leur a dit qu'il n'y avait pas de fonds de prévus pour ce genre d'entreprise.